

DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE

SEANCE DU

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 12 juin 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** les dispositions de la loi 2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi NOTRe, et notamment ses articles L1511-2 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT),
- VU** la délibération n° 16/293 AC de l'Assemblée de Corse du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII),
- VU** l'arrêté n° R20-2017-03-29-001 en date du 29 mars 2017 portant approbation du Schéma de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

APPROUVE le rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse.

ARTICLE 2 :

ADOpte la convention-type d'action économique territoriale entre la Collectivité de Corse, l'ADEC et un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre figurant en annexe du présent rapport.

ARTICLE 3 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse et le Président de l'ADEC à adapter et à signer la convention type d'action économique territoriale figurant en annexe du présent rapport avec les différents EPCI de l'île.

ARTICLE 4 :

DIT que le volume budgétaire annuel alloué au titre du budget de l'action économique aux actions prévues dans le cadre des conventions et de leur mise en œuvre opérationnelle est plafonné à 1 500 000 Euros.

ARTICLE 5 :

DIT que le présent dispositif d'accord conventionnel, mis en œuvre en application du SRDE2I, entre de plein droit dans le mécanisme de contrôle général des aides tel qu'adopté par le Conseil d'administration de l'ADEC

ARTICLE 6 :

DONNE mandat au Président du Conseil Exécutif de Corse et au Président de l'ADEC pour prendre tous actes et mesures destinés à mettre en œuvre la présente délibération.

ARTICLE 7 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI